



L'Amérique et le destin de l'Occident

David Cumin

« Occident » renvoie à un grand ensemble, à une communauté méta- et pluri-nationale, par opposition à d'autres grands ensembles, d'autres communautés méta- ou pluri-nationales. Cette communauté existe-t-elle ou n'est-elle qu'une représentation ? L'expression a-t-elle un sens purement civilisationnel ou réellement politique ? Avec la guerre froide, l'Occident contemporain est né de la demande ouest-européenne et de l'offre nord-américaine de sécurité. Quelle est sa pertinence depuis la fin de la guerre froide ? L'Occident n'est-il qu'une coalition d'Etats ? Désigne-t-il la « communauté atlantique », c'est-à-dire l'association de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord ? S'étend-il au Japon ? Cède-t-il à la tripolarité Amérique/ Europe/Japon ? L'Occident constitue-t-il l'équivalent d'un « empire » dans lequel serait englobée l'Europe ? Ou bien l'Occident et l'Europe deviennent-ils des représentations contradictoires entre lesquelles il faudra trancher ¹ ? La « crise irakienne » divise l'Europe. Mais ne fait-elle pas aussi éclater l'Occident ?

I - L'Occident pendant la guerre froide

A partir de 1944, les Etats-Unis, en tant que puissance hégémonique ², mirent en place un « ordre occidental » à dimension mondiale ou un « ordre mondial » à dominante occidentale, qui articulait multilatéralisme, containment, constraintment et condominium ³. Ordre redessiné depuis 1991 par une politique globale unipolaire.

1) - Le « double ordre occidental »

Deux systèmes, l'un pour prévenir la dépression, l'autre pour prévenir la guerre, furent institués après le second conflit mondial par les Etats-Unis : le système démocratique-libéral, fondé sur la communauté de régimes et l'ouverture des marchés ; le système du containment, basé sur le protectorat militaire et la compétition idéologique ⁴. Tous deux permirent d'intégrer l'Allemagne et le Japon, de légitimer le leadership américain et d'assurer la cohésion des alliances transocéaniques et américanocentrées. Les Etats-Unis étaient passés du panaméricanisme, consacré par l'OECE, à l'universalisme, illustré par l'ONU. Parallèlement, ils édifièrent un « ordre occidental » par : l'établissement multilatéral d'un système libéral de commerce et d'investissement, opposé aux blocs régionaux ; la garantie mutuelle des frontières et des souverainetés grâce à des systèmes d'alliances collectives, opposées à toute révision du statu quo territorial par la force armée. Cet « ordre occidental » reposait ainsi sur une organisation monétaire, financière et commerciale internationale (FMI, Banque Mondiale, GATT, OCDE), sur des accords de sécurité liant des Etats démocratiques développés pour contrer la « menace communiste » (OTAN, ANZUS, MST). Ce double système économico-militaire, à la fois pluraliste, interétatique et transnational, fut spécialement important

pour l'Allemagne et le Japon, Etats dont l'indépendance et la puissance militaires étaient et demeurent constitutionnellement limitées.

2) - Containment et constraintment

La politique américaine de containment anticommuniste (anti-soviétique et/ou antichinois) facilitait le constraintment anti-allemand et anti-japonais. En intégrant l'Allemagne et le Japon dans le réseau économique et militaire qu'ils dominaient et en assumant leur protection militaire (nucléaire), les Etats-Unis cooptaient les vaincus de 1945 dans la coalition anticommuniste, en même temps qu'ils les contrôlaient et « réassuraient » leurs voisins. Dissuader la menace soviétique ou chinoise et prévenir l'hégémonie régionale allemande ou japonaise allaient ensemble. Ces deux aspects étaient coordonnés par la stratégie de prépondérance et de garantie militaires des Etats-Unis. Cette stratégie fut confirmée et systématisée par le TNP, le contrôle de la politique de défense de l'Allemagne et du Japon s'accompagnant de l'engagement de non prolifération nucléaire. Dans une période (1968-1975) qui vit une première remise en cause du leadership américain (déclin économique par rapport à l'Allemagne et au Japon, déclin militaire par rapport à l'URSS qui accède à la parité stratégique), le TNP visait primo à maintenir la dépendance de Bonn et de Tokyo envers les Etats-Unis, en interdisant aux deux principaux rivaux économiques d'être en position d'égalisation diplomatico-militaire ; secundo à entrer dans une relation de collaboration avec Moscou pour sauvegarder l'oligopole nucléaire et la stabilité des alliances Est/Ouest. Le TNP maintenait ainsi les alliés en état de vulnérabilité face à l'URSS ou à la Chine. Il entérinait l'inégalité issue des statuts de l'ONU entre les vainqueurs de 1945, dont l'URSS et la Chine, membres permanents du Conseil de Sécurité, et les deux puissances vaincues, Allemagne et Japon, devenus dans la décennie 1980 les deux premiers créanciers et investisseurs mondiaux.

3) - Le condominium soviéto-américain

L'arms control, c'est-à-dire la collaboration institutionnelle des Etats-Unis et de l'URSS pour maîtriser leur force militaire respective tout en se tenant prêts à la destruction mutuelle assurée, inaugura une nouvelle problématique du conflit et de la coopération. La stabilité du système dépendait du leadership des deux superpuissances sur leur coalition et de l'équilibre de leur dissuasion réciproque. L'antagonisme soviéto-américain -déjà tempéré par la « communauté de sécurité » créée par la MAD, les traités d'arms control et la prévention de la prolifération nucléaire- tendit à se transformer en condominium, au moins dans les sphères d'influence reconnues. L'équilibre nucléaire bipolaire permit un exercice co-hégémonique de la puissance, sorte de paix « négative » par absence de guerre ouverte (au centre), statu quo et connivence des deux Grands. D'un côté, les conflits (en Asie) étaient partiellement dûs à l'influence et à l'intervention des Etats-Unis ou de l'URSS, la division Est/Ouest imposant ses clivages ou aggravant les antagonismes régionaux. D'un autre côté, les contraintes de la bipolarité nucléaire (en Europe) « gelaient » les conflits, poussaient les Grands à maintenir les tensions à un niveau acceptable, cependant que leur protection garantissait la sécurité de leurs alliés. Ces derniers, ainsi que les Etats non alignés du tiers monde, avaient par ailleurs la possibilité d'exploiter la guerre froide ou d'utiliser la rivalité soviéto-américaine pour poursuivre leurs propres intérêts. Du point de vue de Washington, il fallait donc maintenir le conflit et la coopération avec l'URSS, c'est-à-dire « gérer » la « menace soviétique » : contenir l'URSS tout en respectant sa zone impériale et en reconnaissant son égalité de

statut. Cette « menace » permettait simultanément l'exercice de l'hégémonie sur les « alliés ». L'Union Soviétique était ainsi l'adversaire idéal : pas assez attractive économiquement et idéologiquement pour être vraiment dangereuse pour les Etats-Unis, assez menaçante pour que l'Europe occidentale et le Japon aient besoin de la garantie militaire américaine.

4) - La politique globale unipolaire

L'ordre politico-économique international fixé en 1944-1947 s'est terminé en 1971-1973, la guerre froide, c'est-à-dire l'ordre politico-stratégique international, entre 1987 et 1991⁵. Avec le changement du système international, on est passé d'un équilibre^obipolaire à un balancement entre l'unipolarité (supériorité militaire inégalée des Etats-Unis)⁶ et la multipolarité (supériorité économique américaine concurrencée par l'Europe et le Japon). Malgré l'érosion de leur puissance économique-financière et de leur modèle socioculturel, les Etats-Unis, qui gardent leur pouvoir d'agir militairement seuls, entendent maintenir l'unipolarité⁷. A cette fin, ils mobilisent non plus le containment anticommuniste mais l'enlargement (l'universalisation de la « démocratie de marché »). Depuis la fin de la guerre froide, la politique américaine⁸ mêle ainsi continuité et inflexion : maîtrise des mers, refoulement de la Russie en Eurasie et endiguement de la Chine en Asie-Pacifique, contrôle de « l'arc de crise » moyen-oriental. Washington poursuit l'hégémonie mondiale à travers une dynamique panaméricaine (conclusion de l'ALENA), transpacifique (institutionnalisation de l'APEC) et transatlantique (élargissement de l'OTAN). L'objectif est de refonder l'ordre international démocratique-libéral, inauguré par les Etats-Unis en 1944-1947 mais rompu par le conflit Est/Ouest, non plus à l'échelle « occidentale » mais à l'échelle planétaire, afin d'intégrer, non plus l'Allemagne et le Japon mais les économies émergentes au Sud et à l'Est. Parallèlement, le maintien des alliances militaires conclues par les Etats-Unis au début de la guerre froide, leur renouvellement et leur extension (CCNA, PPP, ASEAN-PMC, ARF), visent à empêcher l'apparition d'« hégémons régionaux » et à ériger les Etats-Unis en arbitres des rapports germano-russes et nippon-chinois. Enfin, leur stratégie pétrolière aboutit à contrôler la source d'énergie dont les pôles industriels européen et japonais dépendent⁹.

II - Le devenir de l'Occident depuis la fin de la guerre froide

L'une des questions cruciales pour l'avenir impérial des Etats-Unis porte sur l'existence même de « l'Occident ». Cette représentation géopolitique demeurera-t-elle efficace ? Cèdera-t-elle aux contentieux transatlantiques et transpacifiques, notamment à la geoeconomics, pour tendre à un monde tripolaire ? Englobant jusque-là la construction européenne¹⁰, sera-t-elle supplantée par une nouvelle configuration européenne ?

1) - La geoeconomics

La politique américaine ne procède plus des préoccupations anticommunistes, mais des préoccupations géo-économiques vis-à-vis des « alliés » européens ou asiatiques¹¹. La raison en est simple : le pays du dollar accumule les déficits commerciaux, cependant qu'il est le premier destinataire au monde des placements et investissements venus de l'étranger¹². Aussi les tenants US de la geoeconomics critiquent-ils la fixation sur la compétition avec l'URSS hier ou la Russie aujourd'hui, et la réduction de la pensée stratégique à ses dimensions militaires. Les vrais enjeux, disent-ils, sont de nature commerciale, financière et

technologique, et les vrais interlocuteurs sont les « alliés » européens, japonais ou saoudiens. Certains prônent le désengagement des Etats-Unis en dénonçant les coûts de l'hégémonie sur la compétitivité. Mais cette tendance ne l'a pas emporté. Il s'agit au contraire de garantir les flux commerciaux, financiers et technologiques en utilisant la prépondérance militaire, la domination sur le marché des armements et l'implication dans les complexes militaro-industriels, comme autant de leviers dans les négociations relatives aux échanges commerciaux, aux flux financiers ou aux transferts de technologies. La protection américaine interdit un développement de la puissance militaire des « alliés », qui ferait perdre aux Etats-Unis leur « avantage comparatif » en matière d'armement. Elle garantit leur statut de « gardien » de la sécurité du monde. Elle évite toute « militarisation » des contentieux commerciaux, financiers ou technologiques avec les concurrents européens ou japonais. Ainsi s'explique également le renforcement de la politique de non prolifération. Mais la stratégie de prépondérance ne saurait empêcher les Européens ou les Japonais d'acquérir leur indépendance militaire (nucléaire) si leurs gouvernements le souhaitent, cependant qu'elle les incite à une politique de rééquilibrage en se tournant vers la Russie ou la Chine.

2) - La relation Europe de l'Ouest/Amérique du Nord

« L'Occident » est depuis cinquante ans le premier ensemble inter- et transétatique du globe. Il est le premier concerné par la disparition du bloc soviétique à l'Est et la montée de « l'anti-occidentalisme » au Sud. L'enlargement, à la place du containment, étend-il ou dilue-t-il le « monde occidental » ? Ou bien, provoquant un « choc des civilisations » entre « l'Ouest et le reste », reconsolide-t-il une « communauté occidentale » redéfinie ? Comme les empires du passé conférant une unité politique à leur ensemble civilisationnel, un « empire occidental » américanocentré émergera-t-il de la civilisation occidentale ? Quel est donc l'avenir de la notion d'Occident, en tant que fondatrice d'une alliance ? La demande ouest-européenne et l'offre nord-américaine de sécurité furent la condition première de la constitution de « l'Occident », auquel s'agrégeaient l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que le Japon. Pendant la guerre froide, la « défense de l'Occident » s'identifiait au containment par la dissuasion élargie, l'obligation principale du leadership américain étant de gérer l'alliance contre l'URSS et de maintenir la crédibilité de la garantie nucléaire. Le maintien de ce leadership dépend aujourd'hui de la capacité des Etats-Unis à maintenir leur protectorat militaire, notamment leur maîtrise des mers, et à sauvegarder sous leur direction l'association Amérique du Nord/Europe de l'Ouest, concrétisée par l'OTAN. D'après Samuel Huntington¹³, le concept d'« Occident », au sens de cette association Amérique/Europe, demeure valide parce qu'il existe une « civilisation occidentale » distincte d'autres civilisations, et parce que cette distinction est politiquement et stratégiquement décisive, tant vis-à-vis de la Russie que de l'Islam ou de la Chine. Pour Owen Harries¹⁴, au contraire, « l'Occident » est un concept de dernier ressort, tenu en réserve pour faire face à des ennemis identifiés en cas extrême. Se réduit-il aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France pour s'opposer à l'Allemagne et/ou à la Russie ? En se tournant vers Berlin et Moscou, Paris manifesterait précisément l'opposition du continent européen au monde anglo-saxon¹⁵.

3) - Le dissensus transatlantique et transpacifique

La disparition de l'ordre du containment tend à entraîner celle de la « communauté occidentale » qui unissait les Etats de la triade, Amérique, Europe, Japon. En l'absence

de menace globale commune, il n'y a plus d'unité transatlantique ou transpacifique, mais dissensus, notamment sur le Moyen-Orient, l'espace névralgique mondial n°1. Certes, les concurrents peuvent garder des relations amicales, la compétition économique n'étant pas un jeu à somme nulle - les rapports nucléaires entre les deux Grands non plus, ce qui n'a pas empêché la guerre froide. Mais le Japon, l'Europe et les Etats-Unis ne sont plus obligés de préserver leurs alliances ni de neutraliser leurs contentieux économiques ou leurs rivalités culturelles, comme à l'époque du conflit Est/Ouest. Les antagonismes peuvent donc se déployer, puisqu'Européens et Japonais n'ont plus besoin de la protection militaire américaine et puisque les Américains n'ont plus d'intérêt militaire à protéger leurs alliés. La compétition des capitalismes différents ¹⁶ et le caractère stratégique accru des conflits commerciaux, énergétiques ou technologiques, ont créé de nouveaux concepts de sécurité et de nouvelles perceptions de la menace. L'Europe et le Japon se trouvent précisément à l'arrière-plan des risques que désignaient les autorités américaines avant la « guerre au terrorisme ». Il s'agit de la notion de « peer competitor », illustrant la dimension militaire des préoccupations géoéconomiques sur le commerce, la finance ou la technologie. Le « compétiteur pair » n'est pas défini en termes politiques (intérêts contraires, actes ou intentions hostiles), mais par la capacité technologique. Le seul fait de pouvoir rivaliser sur une partie ou a fortiori sur l'ensemble du spectre des technologies, donc de pouvoir contester à terme la suprématie militaire américaine, rend un pays étranger « menaçant ». Sont ainsi placés en ligne de mire les Etats -alliés formels ou adversaires potentiels- disposant d'une forte base industrielle.

4) - La tripolarité

Au-delà de la géoéconomie, la formation d'une « identité Pacifique » en Australie et Nouvelle-Zélande, la redéfinition du Japon comme « puissance asiatique », l'opposition croissante sur les valeurs de part et d'autre de l'Atlantique, l'unilatéralisme américain, la constitution d'une défense européenne, la division du « groupe occidental » sur la question nucléaire, la « crise irakienne » ... sont autant de facteurs susceptibles de faire éclater « l'Occident ». Cet ensemble, à l'intérieur duquel les tendances centrifuges l'emportent, se scinderait alors en trois parties : hémisphère occidental sous direction des Etats-Unis, Asie orientale avec le Japon ou la Chine comme pôle d'intégration, Grande Europe avec le couple franco-allemand comme pivot. L'avènement d'un monde tripolaire est une tendance lourde de la dynamique internationale, car la « mondialisation » est en réalité une « régionalisation ». Elle entraîne une nouvelle division du globe en trois blocs commerciaux hier, monétaires aujourd'hui, politiques demain. Elle transforme les communautés « atlantique » et « pacifique » en alliances conjoncturelles et provisoires euro-américaine ou nippo-américaine. Elle fait voler en éclats « l'Occident ». Le libre-échange mondial et le renouvellement des accords de sécurité issus de la guerre froide se heurtent donc à la constitution d'un monde polycentrique fondé sur des ensembles régionaux à structure interétatique ou à tendance fédérative, de type coopératif ou intégratif.

Conclusion

Comme le souligne Emmanuel Todd ¹⁷, c'est de l'acceptation par les Européens du protectorat américain que dépend la préservation ou la disparition de « l'empire » comme destin occidental. Les Européens ont le choix entre l'intégration impériale et l'émancipation.

Voudront-ils l'indépendance, eux dont l'association a reposé sur le refus de la puissance ? « L'Europe » est aujourd'hui une Union d'Etats essentiellement réunis dans l'édification d'un grand marché intérieur, largement ouvert sur l'extérieur, doté d'une monnaie unique gérée par un système de banques centrales indépendantes. L'émancipation suppose une défense européenne, y compris nucléaire, jusque-là confiée à l'OTAN. Or, l'indépendance nucléaire de l'Europe dépend de l'accession de l'Allemagne au nucléaire ou de la participation de l'Allemagne à une défense nucléaire européenne. C'est la logique politique de la construction européenne qui est à revoir, puisqu'il s'agirait de passer d'une logique visant à lier la RFA et érigeant les USA en arbitres de l'Europe, à une logique visant à fonder une union et une puissance européennes sur l'égalité et l'amitié franco-allemandes. Au cours du XXème siècle, les gouvernements français ¹⁸ ont tout fait pour que l'Allemagne renonce à la puissance : la construction européenne, de la CECA à l'UEM, était l'élément principal de ce dessein. Mais les ambitions nationales et européennes de la France ne pourront se réaliser qu'avec le renfort d'une Allemagne qui, elle aussi, aurait des ambitions nationales et européennes. Le destin de l'Europe dépend ainsi d'une grande révision historique, qui ferait sortir les Européens du piège de l'impuissance ¹⁹ dans lequel ils se sont enfermés.

SIGLES

ALENA : Association de Libre-Echange Nord-Américaine
 ANZUS : Australia-New Zealand-United States
 APEC : Asia Pacific Economic Cooperation
 ARF : Association of South-East Asia Nations Regional Forum
 ASEAN-PMC : Association of South-East Asia Nations-Post Ministerial Conference
 CCNA : Conseil de Coopération Nord-Atlantique
 CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
 FMI : Fonds Monétaire International
 GATT : General Agreement on Trade and Tariffs
 MAD : mutual assured destruction
 MST : Mutual Security Treaty (nippon-américain)
 OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
 OEA : Organisation des Etats Américains
 ONU : Organisation des Nations Unies
 OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
 OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord
 PPP : Partenariat Pour la Paix
 RFA : République fédérale d'Allemagne
 TNP : Traité sur la Non Prolifération des armes nucléaires
 UEM : Union Economique et Monétaire
 URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
 USA : United States of America

NOTES

¹ Sur la notion d'Occident, cf. Fossaert (Robert), « L'Occident ? », Hérodote, n°40, 1/1986, pp114-125 ; Latouche (Serge), L'occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites

de l'uniformisation planétaire, La Découverte, Paris, 1989 ; Zinoviev (Alexandre), L'occidentisme. Essai sur le triomphe d'une idéologie, Plon, Paris, 1995 ; Bessis (Sophie), L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie, La Découverte, Paris, 2001.

² Au sens gramscien de domination consentie : à l'Ouest, les dominés reconnaissaient la légitimité du dominant.

³ Concepts dont Spykman fut le premier penseur systématique.

⁴ Ikenberry (John G.) : « The Myth of Post-Cold War Chaos », Foreign Affairs, vol.75, n°3, printemps 1996, pp.79-91.

⁵ C'est en 1987 que se termine la guerre froide. Mais on ne s'en rendra vraiment compte qu'après la chute du Mur de Berlin en 1989, l'effondrement de l'empire soviétique et la réunification allemande en 1990, la dislocation de l'URSS en 1991.

⁶ En 2002, le budget de la Défense des Etats-Unis équivaut à la somme des budgets de la Défense des quatorze Etats suivants : 290 milliards de dollars, soit autant que le Japon (46), la Grande-Bretagne (34), la France (27), l'Allemagne (23), l'Italie (16), l'Australie (12), la Russie (30), la Chine (15), Taïwan (13), la Corée du Sud (13), l'Inde (16), l'Arabie Saoudite (18), Israël (10), le Brésil (10)⁹réunis !

⁷ Krauthammer (Charles), « The Unipolar Moment », Foreign Affairs, vol.70, n°1, hiver 1990-91, pp.23-33 ; Layne (Christopher), « The Unipolar Illusion », International Security, vol.17, n°1, printemps 1993, pp.5-51.

⁸ Telle qu'on peut la dessiner dans ses grandes lignes, avec un peu de recul, compte non tenu de la complexité du processus décisionnel américain dans l'élaboration et l'application de la politique de sécurité.

⁹ Brzezinski (Zbigniew), Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde, Bayard, Paris, 1997.

¹⁰ Debray (Régis), Les Empires contre l'Europe, Gallimard, Paris, 1985, livre I : « L'Alliance », pp.33-163.

¹¹ Bergsten (Fred C.), « The primacy of economics », Foreign Policy, n°87, été 1992, pp.3-24.

¹² Todd (Emmanuel), Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain, Gallimard, Paris, 2002.

¹³ Le choc des civilisations, O. Jacob, Paris, 1997.

¹⁴ « The Collapse of "The West" », Foreign Affairs, vol.72, n°4, automne 1993, pp.41-53.

¹⁵ Cf. von Lohausen (Jordis), Les empires et la puissance. La géopolitique aujourd'hui, Labyrinthe, Paris, 1985 ; Behar (Pierre), Une géopolitique pour l'Europe. Vers une nouvelle Eurasie ?, Desjonquières, Paris, 1992 ; del Valle (Alexandre), Guerres contre l'Europe. Bosnie-Kosovo-Tchéchénie...,